

L'Église bulgare, les Juifs bulgares et la question nationale

*Emil Kazakov**

Le 12 mars 2002, lors d'une cérémonie officielle à Jérusalem, les métropolites bulgares Stéphane (1878-1957) et Cyrille (1901-1971) ont été déclarés Justes du monde par Yad Vashem – l'institution créée en 1953 par la Knesset d'Israël pour perpétuer la mémoire des martyrs et des héros de la Shoah en Europe. Quelques jours auparavant, l'ambassadeur de l'État hébreu à Sofia – Emmanuel Zisman – avait souligné le rôle exceptionnel de ces deux hauts dignitaires de l'Église pour le sauvetage des Juifs bulgares pendant la Seconde Guerre mondiale : « L'Église bulgare a été la seule au monde à cette époque à avoir exprimé fermement sa position que la violation des droits des Juifs représente une atteinte aux principes chrétiens. Je regrette que le mémorial Yad Vashem n'ait pas la pratique d'honorer des institutions, car c'est l'Église orthodoxe bulgare tout entière qui mérite notre reconnaissance » (Zisman, 27 février 2002).

Le comportement très peu commun de l'Église bulgare pendant la Shoah en Europe (l'extermination de plus de six millions de Juifs) est l'un des éléments du phénomène plus général : l'exception bulgare, ou le fait que la Bulgarie a été le seul pays satellite de l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale qui ait réussi à sauvegarder la vie de tous ses Juifs nationaux. « La Bulgarie fut ainsi le seul pays sous influence ou contrôle allemand où la population juive s'accroît durant la guerre : elle passa de 48 565 âmes en 1939 à 49 172 en 1945 » [Gilbert, 1992, p. 153].

Il est vrai cependant que le gouvernement bulgare a accepté de déporter plus de 11 000 Juifs des zones qui se trouvaient alors sous son administration en

* Docteur en géopolitique, CRAG-université Paris-VIII.

Thrace et en Macédoine. Mais, dans l'ancienne Bulgarie, le processus de destruction de la communauté juive a été d'abord interrompu et ensuite complètement arrêté sous la pression de l'opinion publique avant sa phase finale [Hilberg, 1988, p. 643-644]. Les processus de destruction des Juifs en Hongrie et en Roumanie – deux États alliés de l'Allemagne hitlérienne – ont connu cependant quelques faits semblables à ceux de Bulgarie, mais le nombre des déportés hors de ces territoires s'évalue en centaines de milliers de personnes. Dans les cas roumain et hongrois, il s'agit bien sûr de communautés juives beaucoup plus importantes numériquement qu'en Bulgarie, mais le succès des opérations de déportation « a trouvé ses limites dans la résistance qu'ils ont rencontrée dans les divers pays » [Fejtő, 1997, p. 25].

Du point de vue des réflexes de la société (ce qui est très différent de la politique de l'État), le cas bulgare est uniquement comparable à l'opération d'évacuation des Juifs danois en Suède pendant l'automne 1943. La Bulgarie et le Danemark sont ainsi les deux seuls pays d'Europe où la politique nazie sur la question juive a été stoppée par la « population locale unanimement résolue à sauver ses Juifs » [Hilberg, 1988, p. 482]. Et il n'y a aucun doute que l'Église a justement joué l'un des rôles principaux dans cet exploit de la nation bulgare [Bar-Zoar, 1999, p. 46]. Quelle explication pourrait avoir la solidarité remarquable de l'Église orthodoxe avec des citoyens bulgares, certes, mais de religion israélite ? On pourrait certainement avancer l'hypothèse que les relations entre les deux communautés ont été facilitées par l'absence de fondamentalisme et de prosélytisme de part et d'autre. L'Église bulgare n'a jamais été connue dans sa longue histoire (christianisation du pays au IX^e siècle) pour la persécution des Juifs. Les Juifs, de leur côté, se trouvaient pendant les années quarante sous l'influence des idées du sionisme beaucoup plus que de leur grand rabbin. D'un autre point de vue, une telle explication serait sans doute incomplète si elle ne prenait pas en compte le contexte national et surtout géopolitique des événements de 1943. Car la solidarité des popes bulgares avec leurs compatriotes juifs a été déterminée justement par une représentation géopolitique ayant à sa base le rapport entre non pas deux, mais trois nations.

Aperçu des événements qui ont déjoué les plans du gouvernement bulgare de déporter les Juifs

À partir de 1935, le roi de Bulgarie, Boris III, a progressivement instauré un régime personnel qui lui permettait de concentrer le pouvoir exécutif entre ses mains. Les partis ont été interdits et le roi dirigeait le pays par le biais d'un gouvernement désigné par le Parlement mais formé par le monarque de députés sans

étiquette politique. Ce système, qui a perduré jusqu'à la fin de la guerre, se caractérisait par une constante majorité fidèle au roi, par la présence d'une opposition, dite « officielle », constituée de représentants dépolitisés des anciennes formations politiques, ainsi que par la mise hors la loi du parti communiste.

Le 1^{er} mars 1941, la Bulgarie a rejoint le Pacte tripartite, signé par l'Allemagne nazie, l'Italie et le Japon (l'axe Rome-Berlin-Tokyo), après avoir obtenu en 1940, avec l'aide décisive de Berlin, la restitution de la Dobroudja méridionale perdue au profit de la Roumanie en 1913. Après les victoires éclairs de l'Allemagne contre la Yougoslavie et la Grèce en avril 1941, la Bulgarie a obtenu de son allié le droit d'administrer la Macédoine et la Thrace occidentale en réalisant, de cette manière, sa représentation de l'unité nationale.

Bien avant son adhésion à l'Axe, le Parlement bulgare avait adopté une législation antisémite type. En décembre 1940, l'Assemblée nationale avait voté la « loi de protection de la nation », publiée au *Journal officiel* le 23 janvier 1941, et conçue selon le modèle nazi de la « loi de protection du sang et de l'honneur allemands ». Ses dispositions privaient les Juifs bulgares de droits civils, politiques et économiques. Le 12 août 1941, par un décret du Conseil des ministres, toute la population juive masculine âgée de vingt à quarante-six ans était enrôlée dans des groupes de travail dépendant du ministère des Transports et de l'Aménagement du territoire. Le 9 juillet 1942 (quelques mois après la tristement célèbre conférence de Wannsee à Berlin, qui a décidé de la « solution finale » de la question juive), le Parlement bulgare votait encore un texte antisémite – la « loi sur les mesures de règlement de la question juive », qui créait un Commissariat aux questions juives (CQJ) chargé d'appliquer les décisions de la conférence de Wannsee dans les conditions bulgares.

Le 22 février 1943, un accord secret était signé entre Alexandar Belev, ancien avocat, nommé à la tête du CQJ dès sa création, et Théodore Dannecker, *Hauptsturmführer* (capitaine des armées SS) et collaborateur d'Eichmann. Selon le document en question, 20 000 Juifs de la Bulgarie réunifiée devaient être déportés, en commençant par ceux de Macédoine et de Thrace occidentale, qui, légalement, n'étaient pas des ressortissants bulgares. En revanche, la population slave des territoires occupés, considérée comme bulgare, avait obtenu à ce titre cette nationalité. Le nombre des Juifs étrangers étant insuffisant, le chiffre de 20 000 devait être complété par quelque 6 000 Juifs de l'ancienne Bulgarie, dont 3 500 de Sofia. Le 2 mars 1943, le Conseil des ministres adoptait un décret sur la déportation de ces 20 000 Juifs vers les camps de concentration et d'extermination en Pologne.

Le 4 mars 1943, la quasi-totalité des Juifs de la Thrace occidentale, appartenant avant la guerre à la Grèce, étaient arrêtés et envoyés aux camps de détention provisoire de Gorna Djoumaya (Blagoevgrad) et Doupnitsa (Bulgarie du Sud-Ouest).

Les 18 et 19 mars, ils étaient acheminés par train vers les camps d'extermination en Pologne, où périrent 4 221 d'entre eux. On estime à une centaine le nombre des rescapés. Le 11 mars, les Juifs de la Macédoine du Vardar (ex-province yougoslave) étaient arrêtés à leur tour et réunis à Skopje pour être déportés vers Treblinka les 22, 25 et 29 mars 1943. Ainsi, presque tous les Juifs macédoniens – 7 122 personnes – ont trouvé la mort dans les chambres à gaz et seulement 196 ont survécu. Au total, 11 343 Juifs des nouveaux territoires ont été sacrifiés par le gouvernement bulgare, qui pensait avoir payé de cette façon sa dette envers les nazis pour la réalisation de l'unité nationale. Après la « réussite » de cette opération, le Commissariat d'Alexandar Belev a entamé les préparatifs de la déportation des 6 000 Juifs bulgares originaires des anciens territoires.

Mais, alertés par des Bulgares, les Juifs de la ville de Kustendil, située dans le sud-ouest du pays, se réunirent dans la synagogue et désignèrent une délégation qui devait demander le soutien de la communauté bulgare de la ville. Cet appel au secours fut entendu et, le 9 mars 1943, un groupe d'éminents citoyens de Kustendil partit pour Sofia afin de rencontrer Dimitar Pechev, vice-président de l'Assemblée nationale et député de Kustendil. Le jour même, la délégation eut deux entretiens avec Dimitar Pechev, qui fut entièrement gagné à la cause des Juifs de sa ville. Son intervention énergique auprès du ministre de l'Intérieur, Peter Gabrovski, fit interrompre la déportation non seulement à Kustendil, mais dans tout le pays.

Le 17 mars, Dimitar Pechev fut l'auteur principal d'une lettre de protestation, adressée au Premier ministre Bogdan Filov (tous les deux étant membres de la majorité gouvernementale proallemande) et signée par quarante-trois autres députés de la même majorité, dans laquelle on demandait l'arrêt immédiat des mesures antijuives. Le 26 mars 1943, Pechev fut destitué de son poste de vice-président de l'Assemblée nationale à l'initiative de Bogdan Filov, mais le début du mouvement contre la déportation des Juifs bulgares était malgré tout posé.

Au mois de mai 1943, Alexandar Belev élaborait un nouveau plan de « solution de la question juive », établi sur deux variantes : la première envisageait la déportation directe de toute la communauté en Pologne, et la seconde consistait dans l'internement des Juifs de Sofia en province comme une étape préalable à la déportation. Le 20 mai, le projet de Belev fut présenté par le ministre de l'Intérieur au roi Boris III, qui retint la seconde option. Le 21 mai 1943, le Conseil des ministres vota un décret réglant les modalités techniques de l'internement de la communauté juive de Sofia en province.

Alarmés par les nouvelles mesures antijuives du gouvernement, quelques groupes de personnalités publiques et politiques entamèrent une nouvelle grande action en faveur de leurs compatriotes israéliques. Ainsi, le 24 mai 1943 – le jour de la fête nationale des saints frères Cyrille et Méthode – eut lieu une marche de protestation spontanée des habitants (Juifs et Bulgares) du quartier Übunar à Sofia.

Les manifestants, parmi lesquels figuraient des militants du parti communiste clandestin, furent dispersés par la police et plus de quatre cents d'entre eux furent arrêtés. Le même jour, Stéphane, le métropolite de Sofia, exprimait une forte protestation qui prenait la défense des Juifs auprès du Palais et du Premier ministre. Lors de la messe solennelle, le métropolite manifesta sa profonde indignation de la persécution des Juifs, et il envoya immédiatement au roi Boris III une lettre exigeant l'abrogation de la « loi de protection de la nation ». Son exemple fut suivi par quelques figures éminentes de l'opposition légale, qui s'élevèrent officiellement contre la politique antisémite du gouvernement.

En dépit des protestations, vers la fin du mois de juillet 1943, tous les Juifs bulgares habitant les grandes villes étaient internés à la campagne, mais leur vie était sauve, car à partir de ce moment le gouvernement du roi Boris III éluda les demandes pressantes de l'Allemagne pour leur déportation. Les lois antisémites furent définitivement abolies en Bulgarie le 2 mars 1945 – deux ans après la première action en défense des Juifs et deux mois avant la fin de la guerre.

Comment expliquer l'exception bulgare ?

Cette courte chronologie des événements dramatiques du printemps 1943 a fait l'objet de deux interprétations principales. Selon la doctrine officielle communiste (jusqu'à 1989), le rôle décisif pour le sauvetage des Juifs bulgares revient au parti communiste, à l'Armée rouge et à ses victoires historiques et, personnellement, à Todor Jivkov, dirigeant du parti et du pays entre 1956 et 1989 [Astroukov, 1973 ; Avramov, 1981 ; Oliver, 1984]. L'autre thèse, beaucoup moins officielle (au moins jusqu'à la fin du régime communiste), soutient le rôle déterminant du roi Boris III pour la protection des Juifs bulgares [Arditi, 1952, p. 28-29]. Une troisième hypothèse, parue dernièrement, attribue d'ailleurs de façon très bien argumentée l'essentiel des mérites à l'action des parlementaires et surtout au vice-président de l'Assemblée nationale Dimitar Pechev [Nissim, 1999].

Il est vrai que le roi et le parti communiste, ainsi que les démarches énergiques de Dimitar Pechev et de toute une série de députés et de personnalités publiques bulgares, parmi lesquelles les représentants de l'Église, ont joué un rôle important dans le sauvetage des Juifs. Leurs actes ne représentent cependant qu'une des conditions du succès de la campagne contre la déportation. Selon moi, ces trois hypothèses ont d'abord l'inconvénient majeur de sous-estimer, pour ne pas dire ignorer, le rôle des Juifs eux-mêmes dans leur propre défense. En fait, l'action désespérée des Juifs est le premier facteur d'organisation de la campagne de 1943, et elle est l'un des éléments les plus étonnants de l'exception bulgare. Dès les premières informations parues dans la presse en 1940 au sujet de la « loi de pro-

tection de la nation », la communauté juive, mobilisée par le Consistoire central (dominé par les organisations sionistes en Bulgarie), élabore sa stratégie défensive : alerter contre la politique antisémite du gouvernement un maximum de personnalités influentes par le biais des relations personnelles [Arditi, 1952, p. 37]. C'est un fait qui est dûment enregistré par les rapports de la police de l'époque [Cohen, 1995, p. 114, p. 177].

Mais la campagne en faveur des Juifs bulgares ne pouvait pas être tolérée et encore moins orchestrée, de façon directe ou indirecte, par les autorités officielles (le roi), puisque c'étaient justement elles qui avaient formulé et mené la politique antisémite de l'État. Cette campagne n'était pas non plus une opération organisée par les forces communistes clandestines, qui ne pouvaient, bien évidemment, avoir une influence exclusive sur toute la société, y compris l'Église, les hommes politiques de la droite et les parlementaires progouvernementaux.

Cette campagne, menée tout d'abord par les organisations juives, fut en vérité une véritable action politique d'envergure nationale à laquelle participèrent des groupes très différents et plus ou moins rivaux : des parlementaires, des organisations professionnelles et artistiques (avocats, médecins, écrivains, peintres), le saint synode de l'Église orthodoxe, les organisations « macédoniennes » (ORIM et le Comité national), des communistes, des représentants de la famille royale, sensibilisés par la mobilisation des Juifs en leur propre défense. Il n'y a aucun doute que la communauté juive a recouru à tous les moyens de pression possibles dans son combat de survie, y compris l'argent [Bar-Zoar, 1999, p. 108-109] et les réseaux des sociétés secrètes – une grande partie des personnes contactées, comme Dimitar Pechev, le métropolite Stéphane et même le Premier ministre germanophile Bogdan Filov, ainsi que le ministre de l'Intérieur Peter Gabrovski, étaient des francs-maçons. Cependant, le facteur le plus essentiel ou la condition *sine qua non* de la réussite de la campagne demeure incontestablement les contacts personnels qui existaient entre nombre de Bulgares et les Juifs. « Pendant les journées cruciales de mars 1943, quand la déportation était sur le point d'être réalisée, l'amitié entre Bulgares et Juifs au sein du gouvernement, de l'Église, de l'Assemblée nationale, au tribunal – dans toutes les sphères de la vie publique, et même au Commissariat des questions juives –, a arrêté ce processus » [Chary, 1989, p. 260].

Les facteurs de la solidarité entre Juifs et Bulgares en 1940-1943

La communauté des Juifs bulgares s'est essentiellement formée au XVI^e siècle et représente un amalgame de quelques vagues consécutives de réfugiés séfarades de la péninsule Ibérique (après l'édit de 1492) et de Juifs autochtones – des romaniotes ou des Juifs parlant le grec (des Juifs « byzantins »), qui sont entièrement

assimilés par les séfarades à cause de leur prépondérance numérique et de leur supériorité culturelle. À partir du XVII^e siècle et surtout aux XIX^e et XX^e siècles, à ce groupe séfarade s'ajoute un nombre limité de Juifs ashkénazes en provenance de l'Europe centrale, de la Roumanie et de la Russie, qui conserve cette fois sa spécificité linguistique [Israel, 1966, p. 26-27].

Pendant l'époque ottomane, Bulgares et Juifs font partie de deux millets (« nations ») différents au sein de l'Empire. Leur vraie cohabitation ne commence qu'après la proclamation en 1878 au congrès de Berlin de l'« autonomie » de la Bulgarie (après la défaite des Turcs devant l'armée russe). Cependant, c'est un délai assez court pour affirmer que la solidarité entre les deux éléments est due au seul facteur historique.

En revanche, le profil démographique et socioprofessionnel de la communauté juive après 1878 est particulièrement favorable à une harmonie avec les Bulgares. Les Juifs dans les années quarante sont peu nombreux (50 000, ou moins de 1 % de la population totale), habitent exclusivement les villes (96 % de la communauté), surtout Sofia (25 000 personnes), et parlent couramment le bulgare. En même temps, après 1878, ils ne possèdent de positions importantes dans aucun secteur de la vie économique, sociale et politique du pays – industrie, banques, commerce, médias, enseignement, fonction publique, armée, agriculture [1980, p. 178]. Ainsi, par exemple, le nombre de médecins juifs pratiquant en Bulgarie dans les années trente et quarante est de 146 personnes sur 3 200 pour tout le pays, ce qui représente moins de 5 % de la totalité [Cohen, 1995, p. 121]. La même proportion s'élève à 16 sur 100 en Allemagne (l'ancien Reich) et à 50 sur 100 dans l'Autriche annexée [Hilberg, 1988, p. 112]. Les positions des Juifs bulgares dans le corps des avocats sont aussi modestes que celles au sein du corps médical, ce qui pourrait peut-être expliquer le manque de jalousie de la part de ces deux professions à l'égard des Juifs et leur soutien massif et « désintéressé » pendant la campagne contre la déportation [Cohen, 1995, p. 112]. Quant à la condition sociale des Juifs bulgares, elle n'était pas brillante non plus – plus de 35 % parmi eux avaient avant 1945 une situation économique précaire et seulement 6 % étaient plus ou moins riches [Todorov, 1980, p. 210]. D'ailleurs, le caractère fortement prolétarisé du judaïsme bulgare est la deuxième condition principale, après le contexte national spécifique, du succès du mouvement sioniste en Bulgarie. Ce succès se traduira, après la Seconde Guerre mondiale, par l'émigration en toute logique de 90 % de la communauté en Israël, la patrie historique de la nation juive [Vassileva, 1992, p. 125].

Le cumul des effets positifs des facteurs mentionnés ci-dessus témoigne de l'absence de menace juive pour la société bulgare au début des années quarante. Cette circonstance, qui ne révèle rien d'extraordinaire dans le cas bulgare, peut être considérée comme une condition à la compassion passive de la nation à

l'égard des Juifs, mais elle ne peut, d'aucune manière, constituer une raison tangible pour elle de passer à l'action.

Pour expliquer comment la nation bulgare est passée d'un état de compassion passive assez conventionnel à des démarches actives, constituant une exception dans l'histoire de la Shoah en Europe, certains recourent à une troisième « explication » (après celles qui glorifient le rôle du parti communiste et du roi Boris III) : la « tolérance traditionnelle » des Bulgares envers les Juifs. Cependant, si l'on étudie le comportement des Bulgares envers les Juifs dans le temps, on peut se rendre compte que cette « tolérance » n'est justement pas traditionnelle. La relation entre Bulgares et Juifs pendant l'époque ottomane est très complexe et beaucoup moins positive qu'au XX^e siècle. En effet au cours des années 1870, avant l'« autonomie de la Bulgarie », l'attitude des révolutionnaires bulgares à l'égard des Juifs peut être considérée comme un véritable « antisémitisme politique » [Jeliaskova, 1995, p. 262-263]. Et à cela il n'y a rien d'étonnant. Les révolutionnaires bulgares n'avaient pas beaucoup de raisons d'aimer les Juifs, considérés comme des fidèles à l'opresseur ottoman ou comme des magnats internationaux finançant la politique proturque de l'Autriche-Hongrie ou de la Grande-Bretagne. L'étonnant est que les nationalistes ont ensuite changé radicalement d'attitude et qu'en 1943 ils ont constitué l'un des groupes les plus puissants dans la défense de la cause juive en Bulgarie.

Les nationalistes dans la campagne de défense des Juifs

Le groupe des nationalistes, qui en 1943 a pris la défense des Juifs, comprend des patriotes non conformistes qui le distinguent du nationalisme officiel du roi et du gouvernement, dont l'un des traits typiques est l'antisémitisme d'État. Ce groupe a été formé par des représentants influents de l'Église (les métropolites Stéphane de Sofia et Cyrille de Plovdiv), du Parlement (Pechev, Mihalev, Ikonov), de l'opposition légale (Mouchanov, Stainov, Bobochevski), de l'extrême droite proallemande (Tsankov, général Jekov) et, bien sûr, des organisations « macédoniennes » – l'ORIM (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne) et le Comité national macédonien (Kourtev, Momtchilov, Stanichev).

Le rôle dans la campagne de défense des Juifs de l'une des composantes principales du groupe nationaliste – celle des personnalités appartenant (ou sympathisant) aux organisations « macédoniennes » en Bulgarie – est assez impressionnant. D'abord, parce que la première grande action est déclenchée à Kustendil – une ville frontalière qui se trouve à l'intersection de la périphérie nord de la Macédoine du Pirine (bulgare) et de la périphérie nord-est de la Macédoine du Vardar (serbe), et qui sert, grâce à sa situation géographique, de base arrière de l'ORIM. La délé-

gation de Kustendil, envoyée chercher le soutien du vice-président de l'Assemblée nationale Dimitar Pechev, comprend le député Peter Mihalev (1899-1985), l'avocat et ancien député Ivan Momtchilov (1888-1966) et le commerçant Assen Souitchmezov (1899-1977), mais aussi le professeur du lycée de la ville Vladimir Kourtev (1888-1946), qui est membre du Comité central de l'ORIM. Celui-ci fut tué par le régime communiste justement à cause de son appartenance à une organisation « ultranationaliste » comme l'ORIM. Lors de sa rencontre avec Dimitar Pechev à l'Assemblée nationale, la délégation de Kustendil est rejointe par d'autres personnalités défendant la cause juive qui sont originaires d'autres villes situées dans la partie bulgare de la Macédoine. Au cours des événements de 1943, la communauté juive entretient des relations étroites avec d'autres représentants du groupe des nationalistes « macédoniens » en Bulgarie, comme le professeur Konstantin Stanichev, président du Comité national macédonien à Sofia, ainsi que la veuve du dirigeant historique de l'ORIM Todor Alexandrov, qui reçoit la visite d'une délégation de femmes juives le 19 mai 1943, c'est-à-dire juste à la veille de la deuxième grande action publique en défense des Juifs bulgares.

Le leader indiscutable des députés qui se sont déclarés contre la déportation des Juifs, Dimitar Pechev (1894-1973), est étroitement lié à la cause du nationalisme bulgare, lui aussi. Né à Kustendil, il participe aux guerres balkaniques de 1912 et 1913 qui visaient, mais en vain, à l'unification nationale par la conquête de la Macédoine. Après la fin de la Première Guerre mondiale, il est profondément frustré par la défaite de la Bulgarie et la perte justement de la Macédoine et de la Thrace, conquises en 1912. En 1941, Pechev soutient à l'Assemblée nationale l'entrée de la Bulgarie au Pacte tripartite, car il pense que l'alliance avec l'Allemagne nazie permettra à la Bulgarie de récupérer enfin la Macédoine [Nissim, 1999, p. 97].

Le rôle personnel des deux représentants les plus éminents de l'Église dans la campagne de sauvetage des Juifs bulgares, les métropolitains Stéphane et Cyrille, est aussi assez exceptionnel. Non seulement les Juifs de Doupnitsa, mais aussi quelques-uns de leurs coreligionnaires de la Thrace occidentale, détenus provisoirement dans la même ville, sont sauvés grâce à la participation décisive du métropolitain Stéphane [Hadjiyski, 1998, p. 103]. Le 10 mars 1943, dans un télégramme adressé personnellement au roi, le métropolitain Cyrille de Plovdiv proteste, de sa part, contre la déportation des Juifs de sa ville. À leurs suppliques il répond qu'il ouvrira si nécessaire les portes de sa maison pour les protéger. Après son intervention auprès des autorités locales et du gouvernement à Sofia, les Juifs de la ville sont libérés directement des convois ferroviaires prêts à partir pour Auschwitz [Benvenisti, 1979, p. 108]. Si l'attitude compatissante envers les Juifs du métropolitain Cyrille (patriarche à partir de 1953) pourrait être expliquée par le « simple » fait qu'il est né dans le quartier d'Ûbunar, où il a grandi dans un milieu mixte, le

comportement de son confrère de Sofia est déterminé dans une très large mesure par ses convictions nationalistes. Le métropolite Stéphane (exarque entre 1945 et 1948), qui est né dans les Rhodopes, prend part dès son très jeune âge aux luttes de libération nationale de l'ORIM. Plus tard, il est envoyé au séminaire de Kiev, où il est gagné par les idées des slavophiles russes. Après son retour en Bulgarie, il suit les cours de l'École militaire, d'où il sort lieutenant. Il n'est ordonné prêtre qu'en 1910, c'est-à-dire à l'âge de trente et un ans [Bar-Zoar, 1999, p. 160]. À cause justement de son passé nationaliste, Stéphane sera exclu par les communistes dans les années cinquante.

Ainsi, on peut constater que le groupe des nationalistes participe de la manière la plus active à tous les stades de la campagne contre la politique antijuive de l'État, faisant preuve d'une attitude tout à fait différente de celle des partis nationalistes des autres pays européens, où le nationalisme va « normalement » de pair avec l'antisémitisme. C'est particulièrement le cas en Roumanie, où la communauté juive a connu un sort complètement différent de celui des Juifs bulgares. « L'antisémitisme en Roumanie fut avant tout une composante primordiale du nationalisme et, dans les milieux nationalistes, les Juifs étaient perçus comme une entité étrangère, menaçant l'homogénéité et l'existence même du peuple roumain » [Iancu, 1996, p. 318].

Il est évident que, à l'opposé du cas roumain, en Bulgarie la communauté juive a été perçue par les nationalistes comme une partie intégrante de la nation, sinon ils n'auraient jamais participé aussi massivement à la campagne pour sa défense. Mais quelles sont les raisons aux yeux des nationalistes bulgares de l'identification mutuelle entre les Juifs et la nation ? Une première explication doit être recherchée dans la participation des Juifs aux luttes des Bulgares pour l'unité nationale.

Les Juifs et la cause nationale

La Bulgarie mène entre 1912 et 1945 quatre guerres directement liées à la question nationale et la communauté juive y prend une part active. Aucune autre minorité, eu égard à son effectif, n'a donné à l'armée bulgare un nombre si important d'officiers et de sous-officiers et n'a subi autant de pertes. Mais les Juifs n'ont pas été uniquement de simples soldats de la cause bulgare, ils ont participé à sa défense sur le front diplomatique et international. Ainsi, le premier chef (1913-1918) de la direction de la propagande au sein du ministère des Affaires étrangères est le Juif bulgare Joseph Herbst, journaliste, officier de l'armée, participant aux guerres balkaniques de 1912-1913. C'est en 1913 (ou entre les deux guerres balkaniques) que le commerçant juif de Roussé Aron Astrug Guéron, un ami

d'Atanas Chopov, ancien diplomate bulgare à Skopje, Bitola et Salonique, publie un livre en français qui défend les intérêts bulgares en Macédoine et plus précisément à Salonique. Pendant cette même période, Marcus Ehrenpreis, grand rabbin de Sofia et futur grand rabbin de Stockholm, entreprend une tournée en Europe pour y expliquer les objectifs de la Bulgarie dans les guerres balkaniques. Après la Première Guerre mondiale, qui s'achève pour la Bulgarie par une deuxième catastrophe nationale (ou par un deuxième échec d'annexion de la Macédoine), est fondée en Suisse l'Union bulgare, dont le but est de financer la propagande nationale en Europe occidentale pendant la conférence de la paix à Paris. Plus d'un tiers des membres de cette organisation sont des Juifs. En 1919, l'Union bulgare publie un aide-mémoire (élaboré par le Juif bulgare Josué Caleb) sur la situation des minorités en Bulgarie, qui est mis à disposition des délégués de la conférence [Ilchev, 1981, p. 190]. Le 2 janvier 1919, Gabriel Arié, le représentant en Bulgarie de l'organisation juive internationale Alliance israélite universelle (AIU) – financée par les barons Rothschild et fonctionnant sous la tutelle du gouvernement français –, élabore un rapport destiné à la centrale à Paris dans lequel il défend le besoin d'un traitement objectif de la question bulgare lors de la conférence de la paix. Quelques années auparavant, en mars 1913, Arié, qui jouissait d'une grande autorité dans les milieux de l'Alliance en Europe, a organisé une campagne de récolte de fonds en faveur des victimes des guerres balkaniques en Bulgarie [Benbassa et Rodrigue, 1993, p. 335, 372].

En 1927, Abraham Tadjer, représentant de la communauté juive de Bulgarie, participe au Congrès des minorités des pays européens à Genève. Lors des travaux du Congrès, il attire l'attention des délégués sur le mauvais traitement des Bulgares en Macédoine grecque et serbe, tout en affirmant que les Juifs en Bulgarie ne sont pas une minorité, mais des « citoyens de plein droit » [Ilchev, 1981, p. 192]. Les rapports entre les nationalistes et les Juifs bulgares entrent donc dans le cadre d'un pacte tacite, dont l'enjeu exclusif est la question macédonienne, le dernier et plus important volet de la question nationale bulgare.

La question macédonienne et le contrat politique entre Juifs et nationalistes bulgares

La Macédoine géographique se trouve au cœur de la péninsule balkanique et sa valeur stratégique est due à sa position de couloir Morava-Vardar qui relie les plaines danubiennes à la Méditerranée. Pendant l'époque ottomane, la majorité de la population de la Macédoine fait partie du *rum*-millet (la « nation » des chrétiens orthodoxes). À partir du début des années 1880, la Macédoine devient un objectif incontournable des politiques de la Serbie, de la Grèce et de la Bulgarie, chacune voulant annexer l'ensemble de ce territoire, une fois libéré de l'Empire ottoman.

La revendication serbe en Macédoine est fondée sur des représentations historiques (la Grande Serbie du roi Étienne Duchan du XIV^e siècle), sur l'idée yougoslave (l'union de tous les Slaves du Sud) et surtout sur des raisons stratégiques (c'est le passage vers la mer libre). Pour les Grecs, la Macédoine fait partie du patrimoine culturel et historique de l'hellénisme, depuis Alexandre le Grand. Estimant que la population macédonienne parle le bulgare, les revendications des Bulgares sur la Macédoine sont les plus radicales. Elles ont été officialisées par le traité de San Stefano, que la Russie victorieuse a imposé à la Turquie en mars 1878, en incorporant toute la Macédoine dans les frontières du nouvel État. Mais, trois mois plus tard, ce traité sera révisé par le congrès de Berlin, qui rend la Macédoine à la Turquie. À partir de ce moment, la politique bulgare n'a qu'un seul projet : réparer l'injustice du traité de Berlin et reconstituer la Grande Bulgarie, celle qui avait été reconnue à San Stefano... Après les guerres balkaniques, celle de 1912 (la Grèce, la Serbie et la Bulgarie victorieuses de la Turquie) et celle de 1913 (la Bulgarie vaincue par ses anciens alliés), la Macédoine est partagée essentiellement entre la Grèce et la Serbie, qui ont obtenu 90 % de son territoire. La Bulgarie, pour recouvrer la Macédoine, ne pouvait compter que sur un cercle très restreint d'alliés potentiels. À ce cercle appartenaient sans doute la population macédonienne, encadrée par l'ORIM, mais aussi les Juifs bulgares. Et cela à cause du fait que, pendant les années 1878 à 1913, les Juifs entretenaient avec les nationalistes bulgares des relations s'inscrivant dans le cadre d'un contrat tacite de protection révélé par le fonctionnaire de l'Alliance israélite universelle en Bulgarie (lui-même étant d'origine bulgare) Gabriel Arié : « Il y a déjà vingt-cinq ans, le grand ministre et patriote Karavélof me disait : "Nous avons besoin de vous pour nous établir en Macédoine et à Salonique : faites faire de la propagande bulgare parmi vos coreligionnaires de cette ville." Le roi Ferdinand et son gouvernement nous demandent aujourd'hui la même chose et sont prêts à nous accorder, en échange, toutes les libertés et franchises communales et scolaires que nous leur demanderions » [Benbassa et Rodrigue, 1992, p. 329].

Après la Première Guerre mondiale, la Bulgarie a subi une nouvelle catastrophe nationale : elle a combattu aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans l'unique objectif de récupérer les territoires perdus en 1913, et tout d'abord la Macédoine. Après la déclaration Balfour (1917) – concernant le droit des Juifs d'avoir un « foyer national » – et surtout après la fin de la Première Guerre mondiale, les sionistes bulgares deviennent largement majoritaires au sein de la communauté et la Bulgarie confirme sa place d'alliée majeure du sionisme séfaraïte dans les Balkans [Benbassa et Rodrigue, 1993, p. 262].

À partir de 1919-1920, les rapports entre les Juifs, encadrés par une organisation sioniste puissante (créée sous l'influence directe du nationalisme bulgare [*ibid.*, p. 216]), et les patriotes de la cause bulgare deviennent encore plus étroits.

Ils sont soudés par un intérêt commun : la protection des droits des minorités nationales dans les Balkans. Ainsi, le nouveau terrain d'entente entre les Juifs bulgares et les nationalistes a été trouvé : c'est le soutien des premiers pour la cause des minorités bulgares hors le pays (en Yougoslavie et en Grèce) contre le soutien des seconds pour la cause sioniste à l'intérieur du pays.

Après le mois d'avril 1941, où se réalise le rêve de la Grande Bulgarie de San Stefano dans le cadre de l'Europe nazie, le nationalisme bulgare change de nature. Il n'est plus irrédentiste et devient de plus en plus « d'exclusion » selon les thèses allemandes dans le but d'unifier ses nouveaux territoires. Les Juifs des territoires nouvellement conquis par les Bulgares, la Macédoine et la Thrace occidentale, sont les premiers à subir les conséquences d'un tel revirement. Mais au moment de la déportation des Juifs de la Macédoine yougoslave et de la Thrace grecque, nombre de Bulgares ont ressenti la politique officielle de l'État comme une trahison inadmissible du contrat tacite avec les Juifs, et ils ont réagi en masse à l'appel au secours de ces derniers. La politique officielle du monarque et de son gouvernement s'est heurtée aux relations amicales qu'un grand nombre de Bulgares entretenaient avec des Juifs. Et c'est ici qu'on pourrait rechercher la véritable particularité bulgare dans l'histoire de la Shoah – c'est, en fait, une représentation positive des Juifs qui a déterminé la réaction spontanée et massive de la nation pour leur défense. Une représentation qui a été tout à fait contraire au modèle conventionnel répandu à cette époque dans la plus grande partie de l'Europe, et surtout en Allemagne : « Les nazis avaient besoin d'un stéréotype ; il leur fallait pouvoir utiliser une représentation adéquate du Juif. Il est donc de grande conséquence qu'au moment où Hitler arriva au pouvoir, l'image existât déjà, que les traits du modèle fussent déjà fixés. Cette représentation luthérienne de la domination des Juifs sur le monde, de la criminalité juive, de la peste juive a bien souvent été répudiée. Mais, malgré dénégations et démonstrations contraires, les accusations ont survécu. En quatre cents ans, l'image n'a pas bougé d'un trait » [Hilberg, 1988, p. 22-24].

En Bulgarie, on peut tout autant parler de représentation des Juifs, mais dans un sens inverse. Cette représentation positive des Juifs chez les Bulgares n'est pas née uniquement d'une conjoncture géopolitique. Ses fondements sont géohistoriques et ils ne font pas seulement intervenir une relation positive entre deux communautés, mais aussi un antagonisme avec une troisième.

Une relation triangulaire : les Bulgares et les Juifs contre les Grecs

Entre le XV^e siècle et le début du XIX^e siècle, les rapports entre les Juifs séfardes et les Grecs dans le cadre de l'Empire ottoman se caractérisent par ce que l'on peut appeler un égoïsme diasporique. C'est un égoïsme communautaire qui

n'a pas de revendications politiques et territoriales, puisqu'il se développe au cours d'une période pré-nationale, et il est fondé sur les intérêts et les réseaux de la diaspora des Juifs et des Grecs dans l'Empire ottoman. Cet égoïsme est institutionnalisé par le système des millets (*rum* pour les Grecs, *yahudi* pour les Juifs) et il acquiert un caractère concurrentiel lorsqu'il s'agit des domaines de l'administration, des finances et du commerce, où les deux éléments (avec les Arméniens) se disputent les faveurs de la Sublime Porte. C'est une relation qui est bien visible dans les grandes métropoles urbaines et économiques de l'Empire ottoman comme Istanbul, Izmir, Alexandrie et Beyrouth, mais surtout à Salonique [Anastassiadou, 1997, p. 405].

Avec la proclamation de l'indépendance de la Grèce en 1830-1832, l'attitude des Grecs envers les Juifs se définit désormais par une nouvelle doctrine idéologique – le nationalisme moderne. La concurrence économique entre les deux communautés est de surcroît renforcée par une nouvelle source de méfiance : les Juifs sont souvent perçus par les Grecs comme des alliés potentiels (ou réels) du pouvoir ottoman, et les Grecs par les Juifs comme les perturbateurs de l'ordre pré-établi [Vakalopoulos, 1988, p. 130].

Cette situation change radicalement entre 1913 et 1922-1923. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le projet géopolitique grec atteint sa réalisation presque complète par la conquête des côtes d'Asie Mineure peuplées de Grecs depuis trois mille ans. Hors de la portée du nationalisme grec ne reste que l'ancienne capitale de Byzance – Constantinople (Istanbul). La politique de l'État grec consiste alors en une hellénisation accélérée des nouvelles provinces, parmi lesquelles la Macédoine, qui se caractérisent souvent par l'hétérogénéité de leurs populations. Mais la contre-offensive de la Turquie kémaliste et les échanges massifs de populations qui s'ensuivront placent les dirigeants dans une situation très difficile. Cela est d'autant plus vrai à Salonique, où l'importante communauté juive, déjà fort à l'étroit dans la ville, voit affluer quelque 100 000 réfugiés. À partir de ce moment, le conflit entre Grecs et Juifs aura un caractère de plus en plus politique et s'exprimera par leur comportement électoral, par des excès de nationalisme et même par une émigration en masse [Mavrogordatos, 1983, p. 241].

Pour ce qui est des rapports entre les Grecs et les Bulgares, ces derniers, du XV^e au XIX^e siècle, ont le sentiment d'être doublement enclavés : au sein de l'Empire ottoman et par les Grecs. Les Bulgares font en effet partie du *rum*-millet (la « nation grecque »), où ils sont contraints d'abandonner leur autonomie culturelle et ecclésiastique au profit du clergé grec. Et, en outre, à titre économique et social, parce que la place des Bulgares dans les villes, qu'ils avaient quittées du fait de la conquête ottomane, a été prise au fur et à mesure par les Turcs, mais aussi par les Grecs. Au cours de cette période, la diaspora grecque contrôle les points d'ouverture du commerce bulgare sur ce « marché commun » qu'est l'Empire ottoman

– que ce soit la mer Noire, la mer Égée ou même le Danube [Yordanov, 1938, p. 171].

D'ailleurs, les Bulgares ne commencent vraiment leur lutte d'émancipation politique contre les Turcs qu'après avoir conquis leur indépendance ecclésiastique par rapport au patriarcat d'Istanbul, contrôlé par le haut clergé grec jusqu'en 1870. Le combat des Bulgares pour l'autonomie de leur Église et la victoire contre « les Grecs » ont une importance singulière dans les conditions de l'Empire ottoman, où « le religieux se trouvait souvent au cœur de la définition ethnico-nationale » [Thual, 1994, p. 17]. En d'autres termes, l'affranchissement de l'Église bulgare de la tutelle du patriarcat œcuménique d'Istanbul a été égal à la reconnaissance d'une nouvelle nation dans le cadre du *rum*-millet.

À partir de 1870, l'Église ou exarchat bulgare devient l'une des principales forces motrices du nationalisme au sein de l'Empire ottoman. Après le congrès de Berlin en 1878 ou après l'échec du projet de Grande Bulgarie brièvement officialisé par le traité de San Stefano, l'exarchat devient l'unique institution incarnant l'unité de la nation bulgare. Son diocèse couvrait jusqu'à la fin des guerres balkaniques non seulement la Bulgarie libérée, mais aussi presque la totalité de la Macédoine du Vardar. Mais le siège de l'exarchat est resté à Istanbul justement pour souligner les fonctions unificatrices de l'Église par rapport à la nation bulgare dispersée. Ainsi, la question nationale ou la question macédonienne, en particulier, ont transformé l'Église en l'un des piliers du nationalisme bulgare. Voilà le contexte historique qui a largement déterminé les actes des métropolitains bulgares en défense des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, d'autant plus que les Juifs ont été perçus pendant l'époque des luttes nationales comme des « amis », ou plus exactement comme des alliés potentiels contre les Grecs.

Le triple rapport géopolitique entre Grecs, Bulgares et Juifs en Macédoine a un enjeu précis : le contrôle de Salonique, qui au débouché du sillon du Vardar sur la Méditerranée est surtout peuplée de Juifs séfarades. Leurs rapports avec la Turquie étaient excellents et ils n'ont guère apprécié la conquête de leur ville par les Grecs. De 1878 à 1913, Salonique avait été l'enjeu majeur de la rivalité des jeunes nations balkaniques pour la conquête des esprits des populations macédoniennes. À partir du début du ^{xx}e siècle, les Bulgares tenteront de mettre en valeur un atout supplémentaire : leur influence sur la grande communauté juive par le biais des idées socialistes et sionistes [Benbassa et Rodrigue, 1993, p. 238]. Les fortes réactions de jalousie des Grecs à l'alliance entre Juifs et Bulgares à Salonique témoignent du caractère tout à fait réel de ce lien. La déclaration selon laquelle la Bulgarie devrait annexer la Macédoine grecque avec la ville de Salonique, que fit en 1930 à Sofia un délégué juif bulgare dans le cadre du Congrès des organisations sportives d'obédience sioniste « Maccabi », provoque en 1931 le pogrom le plus grave dans l'histoire contemporaine de Salonique (il est connu sous le nom

de « pogrom de Campbell ». À l'organisation de ce pogrom participèrent la presse nationaliste de Salonique (le journal *Makédonia*) et des organisations extrémistes, comme l'Hellas et la Ligue des sous-officiers de réserve Thrace-Macédoine (*sic*). Les victimes juives furent accusées par leurs agresseurs de « trahison envers leur patrie, la Grèce, au profit de l'ennemi numéro un, les Bulgares » [Pierron, 1996, p. 181]. Les accusations des extrémistes grecs à l'encontre des Juifs sionistes saloniens répètent mot pour mot les propos tenus en 1914 par les autorités grecques de l'époque à l'égard des représentants du premier mouvement politique ayant une base ethnique juive – la Fédération socialiste ouvrière de Salonique (FSOS). À cette époque, les socialistes saloniens font l'objet de répressions de la part du gouvernement central, qui les accuse déjà de faire le jeu des Bulgares [Dumont, 1980, p. 400]. Il est certain que la FSOS a été fondée en 1909 sous l'influence de la social-démocratie bulgare et avec la participation active de plusieurs Bulgares – son président, Abraham Benaroya, est justement un Juif d'origine bulgare. Il est vrai également que la Fédération prend, dès 1913, une position explicite en faveur de l'autonomie macédonienne et, par conséquent, contre l'occupation de Salonique par la Grèce. Autant de raisons légitimes pour que les autorités grecques considèrent les Juifs comme les alliés des Bulgares.

La représentation bulgare des Juifs comme alliés et comme amis

Le rapport d'alliance bulgare-juif sur fond de concurrence avec les Grecs a bien des précédents dans l'historiographie nationaliste. Ils concernent au même titre le premier et le deuxième royaumes bulgares au Moyen Âge. Dès son instauration, la Bulgarie hérite de plusieurs communautés juives. Ce sont des Juifs byzantins (romaniotes) qui habitent à Silistra, Vidin, Nikopol, Sofia. Dans leur majorité, ces Juifs sont des réfugiés de Byzance à cause des persécutions religieuses. On note une vague assez importante d'émigration juive vers la Bulgarie en 967. La dynastie bulgare des Assenides (XII^e-XIII^e siècle) mène une politique d'émancipation à l'égard de Byzance et a systématiquement recours aux services des Juifs italiens pour asseoir sur une base solide son indépendance dans le domaine commercial. Un nombre considérable de ces Juifs s'installe, de façon permanente, en Bulgarie et surtout dans la capitale, Tarnovo.

La complémentarité géopolitique entre Juifs et Bulgares se greffe sur le contexte du plus vieux et du plus constant de leurs « démons nationaux » – la représentation croisée de l'ennemi héréditaire. En effet, la rivalité gréco-bulgare est présente dans toute l'histoire du pays et dans toutes les situations géopolitiques envisageables. Elle détermine le sort du premier et du deuxième royaumes bulgares au Moyen Âge, elle structure les efforts des Bulgares d'affirmer leur identité

nationale à l'époque ottomane et, enfin, elle joue un rôle clé dans le combat pour la Macédoine. Jusqu'à 1944, des territoires grecs font l'objet d'un irrédentisme bulgare presque obsessionnel. La vision que les Grecs ont des Bulgares est celle du « barbare » par rapport à l'« Empire », des « moins instruits » par rapport aux « détenteurs de la culture classique et universelle ». Du côté grec, le mythe anti-bulgare devient séculaire : « Quand, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, le panslavisme et le nationalisme bulgare ont commencé à menacer l'expansionnisme grec, des intellectuels grecs comme Pénélope Delta ont construit ce mythe à partir d'éléments de l'histoire byzantine : les Bulgares seraient les véritables ennemis des Grecs puisque les guerres entre eux et les Byzantins remontent plus loin dans l'histoire que l'apparition des Turcs sur la scène historique de la région » [Prevelakis, 1997, p. 48-49].

L'image des Juifs fidèles alliés des Bulgares au cours de la longue histoire de leur rivalité existentielle avec les Grecs (exception faite de l'époque ottomane) détermine une représentation du Juif qui est tout à fait contraire aux représentations « habituelles » répandues partout en Europe – le Juif ennemi. La représentation bulgare est complètement inverse, c'est une image positive du Juif – le Juif ami, patriote la cause bulgare, allié contre les Byzantins et plus récemment contre les Grecs... Cette image ne fait partie d'aucune doctrine officielle, mais elle est largement répandue dans la littérature bulgare (Ivan Vazov, Pentcho Slaveïkov, Aleko Konstantinov, Dimitre Talev, Petko Todorov, Peïo Yavorov, Konstantin Konstantinov, Anton Strachimirov) et elle est enracinée dans la conscience collective par des souvenirs historiques et surtout par des situations géopolitiques réelles. Elle est étroitement liée à la question macédonienne, la préoccupation géopolitique majeure des Bulgares.

La campagne pour la défense des Juifs bulgares ne s'est pas déclenchée à Sofia, mais dans deux petites villes de province, Kustendil et Doupnitsa, situées dans le sud-ouest du pays en bordure de la Macédoine. Et cela n'est pas une simple coïncidence. Ces deux villes se trouvent dans la zone de contact entre la Bulgarie et la Macédoine. Elles sont situées dans la vallée de la Strouma – la liaison naturelle entre Sofia et Salonique. Grâce à leur situation géographique, les citoyens de Doupnitsa et de Kustendil sont les premiers à constater personnellement la tragédie des Juifs de la Thrace occidentale et dans une moindre mesure de ceux de la Macédoine du Vardar [Karamanov, 1937 ; Medjidiev, 1969 ; Hadjiyski, 1998].

Pourtant, les habitants de Doupnitsa et de Kustendil réagissent non pas en fonction de leur situation géographique, mais en raison de leurs étroites relations avec les Juifs de ces villes. Le sentiment de communauté de destin entre les deux nationalités y est renforcé (par rapport au reste du pays) par leurs origines (salonicienne pour les Juifs, macédonienne pour la plupart des Bulgares), par des facteurs

géopolitiques et commerciaux (l'enjeu de Salonique), par la propagande bulgare et... par des souvenirs militaires communs. Nombre des hommes ont combattu dans la même unité de l'armée bulgare sur le front de Salonique en 1912-1913 et en 1915-1918. Les délégations venues de Kustendil et de Doupnitsa sont ensuite allées dénoncer à Sofia et ailleurs le danger qui menaçait leurs compatriotes juifs et rappeler qu'ils faisaient partie de la nation bulgare. La décision du roi Boris III à l'égard des Juifs – en substance, les livrer à l'Allemagne nazie pour avoir enfin la Macédoine (« ils sont le prix nécessaire à payer pour la réalisation d'un idéal national ») – s'est révélée une trahison non seulement du pacte national, mais aussi des intérêts supérieurs de la nation. Cela a entraîné la réponse massive de la société bulgare à l'appel au secours (d'ailleurs très bien organisé) de la communauté juive, et celle-ci a su s'appuyer sur les relations géopolitiques d'alliance qui s'étaient nouées depuis près d'un siècle.

Bibliographie

- ALMOG S., *Nationalism and Antisemitism in Modern Europe 1811-1945*, Pergamon Press, Oxford, 1990, 159 p.
- ANASTASSIADOU M., *Salonique, 1830-1912. Une ville ottomane à l'âge des réformes*, Brill, Leiden, 1997, 465 p.
- ARDITI B., *Le Rôle du roi Boris III lors de la déportation des Juifs de la Bulgarie* (en bulgare), OP, Tel-Aviv, 1952, 70 p.
- ASTROUKOV J., « Trente ans du sauvetage des Juifs bulgares » (en bulgare), *Annuaire de l'Organisation des Juifs en Bulgarie (AOJB)*, Sofia, 1973, p. 7-14.
- AVRAMOV R., « Le camarade Todor Jivkov à 70 ans » (en bulgare), *AOJB*, Sofia, 1981, p. 7-16.
- BAR-ZOAR M., *Hors la portée d'Hitler: le sauvetage héroïque des Juifs bulgares* (en bulgare), Saint Clément d'Ohrid, Sofia, 1999, 279 p.
- BENBASSA E. et RODRIGUE A., *Une vie judéo-espagnole à l'Est: Gabriel Arié*, Éditions du Cerf, Paris, 1992, 498 p.
- , *Juifs des Balkans. Espaces judéo-ibériques, XIV^e-XX^e siècles*, La Découverte, Paris, 1993, 414 p.
- BENVENISTI D., *L'Église orthodoxe bulgare dans la lutte générale pour le sauvetage des Juifs bulgares de destruction* (en bulgare), *AOJB*, Sofia, 1979, p. 93-131.
- BOTEV C., *Œuvres recueillies* (en bulgare), vol. II, Sofia, 1979.
- COHEN D. (dir.), *La Survie: documents, 1940-1944* (en bulgare), Shalom, Sofia, 1995, 334 p.
- CHARY F., *The Bulgarian Jews and the Final Solution*, University of Pittsburgh, Pittsburgh, 1978, 246 p.
- , « Le Sauvetage des Juifs bulgares, 1941-1944 » (table ronde en bulgare), *AOJB*, Sofia, 1989, p. 235-293.

- DUMONT P., « La Fédération socialiste ouvrière de Salonique à l'époque des guerres balkaniques », *East European Quarterly*, n° 4, 1980, p. 383-410.
- FEJTŐ F., *Hongrois et Juifs. Histoire millénaire d'un couple singulier (1000-1997)*, Balland, Paris, 1997, 411 p.
- GILBERT M., *Atlas de la Shoah*, Aube-Samuelson, Paris, 1992, 265 p.
- HADJIYSKI I., « Le sort des Juifs de la Bulgarie du Sud-Ouest en 1940-1944 » (en bulgare), *Revue historique*, n° 3-4, Sofia, 1998, p. 94-118.
- HILBERG R., *La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, Paris, 1988, 1 099 p.
- IANCU C., *Les Juifs en Roumanie (1919-1938). De l'émancipation à la marginalisation*, E. Peeters, Paris-Louvain, 1996, 432 p.
- ILEL J., « Les Juifs bulgares dans les guerres de la Bulgarie (1885, 1912-1913, 1915-1918) » (en bulgare), *AOJB*, Sofia, 1987, p. 139-205.
- ILTCHEV I., « Les Juifs bulgares dans notre propagande nationale en Europe pendant les guerres (1912-1918) » (en bulgare), *AOJB*, Sofia, 1981, p. 183-194.
- ISRAEL S., « Les racines historiques de l'amitié entre Bulgares et Juifs » (en bulgare), *AOJB*, Sofia, 1966, p. 13-45.
- JELIAZKOVA A. (dir.), *Relations de compatibilité et non-compatibilité entre chrétiens et musulmans en Bulgarie* (en bulgare), Sofia, 1995, 361 p.
- KARAMANOV V., *Les Juifs de Kustendil* (en bulgare), Troud, Kustendil, 1937, 26 p.
- KESSIAKOV B. et NIKOLOV D., *Le Traité de Neuilly*, Martilen, Sofia, 1994 (rééd.), 272 p.
- LACOSTE Y., *Vive la nation. Destin d'une idée géopolitique*, Fayard, Paris, 1997, 339 p.
- LEWIS B., *Juifs en terre d'islam*, Calmann-Lévy, Paris, 1986, 258 p.
- MAVROGORDATOS G., *Stillborn Republic. Social Coalitions and Party Strategies in Greece, 1922-1936*, University of California Press, Berkeley, 1983, 380 p.
- MEDJIDIEV A., *Histoire de la ville de Doupnitsa et ses alentours du XIV^e siècle à 1912-1963* (en bulgare), OF, Sofia, 1969, 460 p.
- MEZAN S., *Les Juifs espagnols en Bulgarie : histoire, statistique, ethnographie*, Amischpat, Sofia, 1925, 150 p.
- , « La question des minorités et les Juifs », *Les Juifs dans l'histoire, la littérature et la politique* (en bulgare), Ivria, Sofia, 1933, p. 51-83.
- NISSIM G., *L'Homme qui a stoppé Hitler : l'histoire de Dimitre Pechev qui a sauvé les Juifs d'une nation* (traduction de l'italien en bulgare), Assemblée nationale, Sofia, 1999, 408 p.
- OLIVER H., « La lutte du Parti communiste bulgare pour le sauvetage des Juifs bulgares des camps de la mort » (en bulgare), *AOJB*, Sofia, 1984, p. 83-95.
- PIERRON B., *Juifs et chrétiens de la Grèce moderne. Histoire des relations intercommunautaires de 1821 à 1945*, L'Harmattan, Paris, 1996, 271 p.
- PREVELAKIS G., *Géopolitique de la Grèce*, Complexe, Bruxelles, 1997, 144 p.
- STRACHIMIROV A., *Livre pour les Bulgares* (en bulgare), Sofia, 1918.
- TODOROV N. (dir.), *Études sur l'histoire de la population juive dans les terres bulgares, xv^e-xx^e siècle* (en bulgare), BAN, Sofia, 1980, 319 p.
- TODOROV T., *La Fragilité du bien. Le sauvetage des Juifs bulgares*, Albin Michel, Paris, 1999, 221 p.
- THUAL F., *Géopolitique de l'orthodoxie. Religion et sociétés*, Dunod, Paris, 1994, 133 p.

HÉRODOTE

- VAKALOPOULOS K., *Modern History of Macedonia (1830-1912)*, Barbounakis, Thessalonique, 1988, 287 p.
- VASSILEVA B., *Les Juifs en Bulgarie, 1944-1952* (en bulgare), Saint Clément d'Ohrid, Sofia, 1992, 173 p.
- VEINSTEIN G. (dir.), *Salonique, 1850-1918. La « ville des Juifs » et le réveil des Balkans*, Autrement, Paris, 1992, 294 p.
- YORDANOV Y., *Histoire du commerce bulgare jusqu'à la Libération* (en bulgare), Statkov, Sofia, 1938, 262 p.